

FICHE PROJET DÉTAILLÉE

Articulation du système agroalimentaire régional

Alliances et projets agroécologiques autour du Pacte de Milan

Cette fiche correspond à l'annexe du Carnet Carasso "Les systèmes alimentaires territorialisés", disponible sur fondationcarasso.org/apprentissages/sat



Mobiliser
les acteurs



Installer
une
gouvernance
alimentaire



Consolider
les modèles

Cette fiche est éditée par la Fondation Daniel et Nina Carasso

40, avenue Hoche - 75008 Paris - fondationcarasso.org

Coordination : AOCConsulting et DÉFIS - Montpellier SupAgro pour la France,
CERAI pour l'Espagne

Rédaction et conception graphique : Terre-écós

3, rue Lespagnol - 75020 Paris

Design graphique Espagne : LaDársena Estudio

JANVIER 2019

Articulation du système agroalimentaire régional

Alliances et projets agroécologiques autour du Pacte de Milan

Depuis 2015, la plateforme Madrid Agroécologique est le principal espace de mobilisation et de plaidoyer des acteurs sociaux qui cherchent à promouvoir la transition agroécologique locale. Le gouvernement municipal actuel a signé le Pacte de Milan et travaille sur plusieurs axes directement et indirectement associés à la politique agroalimentaire. Le projet est considéré comme un outil pour coordonner et produire des synergies entre les différentes dynamiques en marche, intensifier la logique de collaboration entre la mairie et les organisations de promotion et étendre la participation à d'autres acteurs importants. Il vise la construction d'une vision globale, ainsi que le développement d'actions dans deux domaines du système alimentaire : les achats publics durables et sains et l'articulation du secteur productif de la biorégion de Madrid.

Les organisations partenaires sont la mairie de Madrid, qui à travers son service de coordination territoriale et associations assume la coordination de toutes les actions concernant le Pacte de Milan, alors que le service de l'égalité,

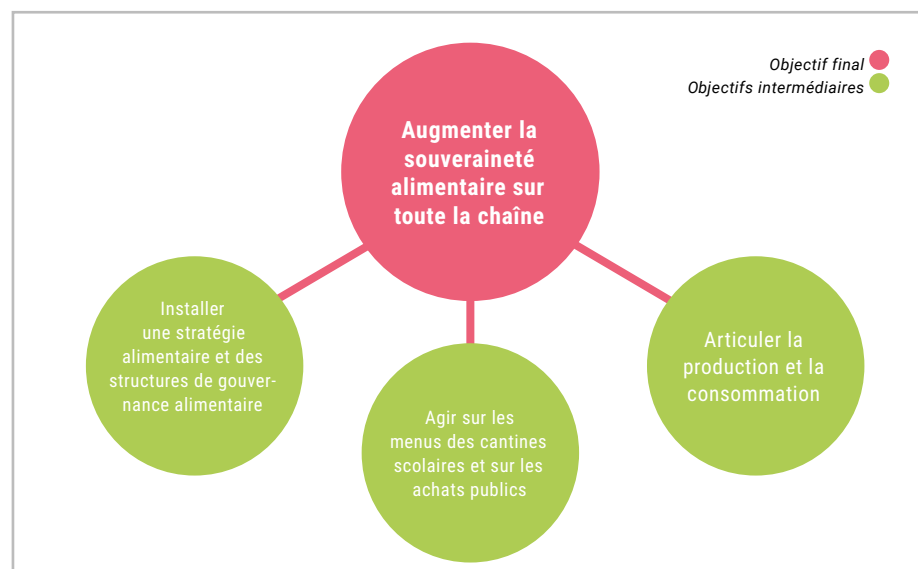
Faits marquants du projet « Articulation du système agroalimentaire régional »

Lorsqu'en 2016, les écoles maternelles de Madrid passent à une gestion municipale, les organisations promouvant la transition des cantines scolaires passent de travailler dans 2 écoles pilote à le faire dans 56. Le financement de la Fondation Daniel et Nina Carasso permet de mobiliser les ressources humaines afin d'accompagner les écoles dans cette transition. L'existence d'autres programmes de la mairie, tels que le projet MARES, qui vise à stimuler l'économie sociale et solidaire, a été un accélérateur du projet dans la phase d'articulation du secteur productif.

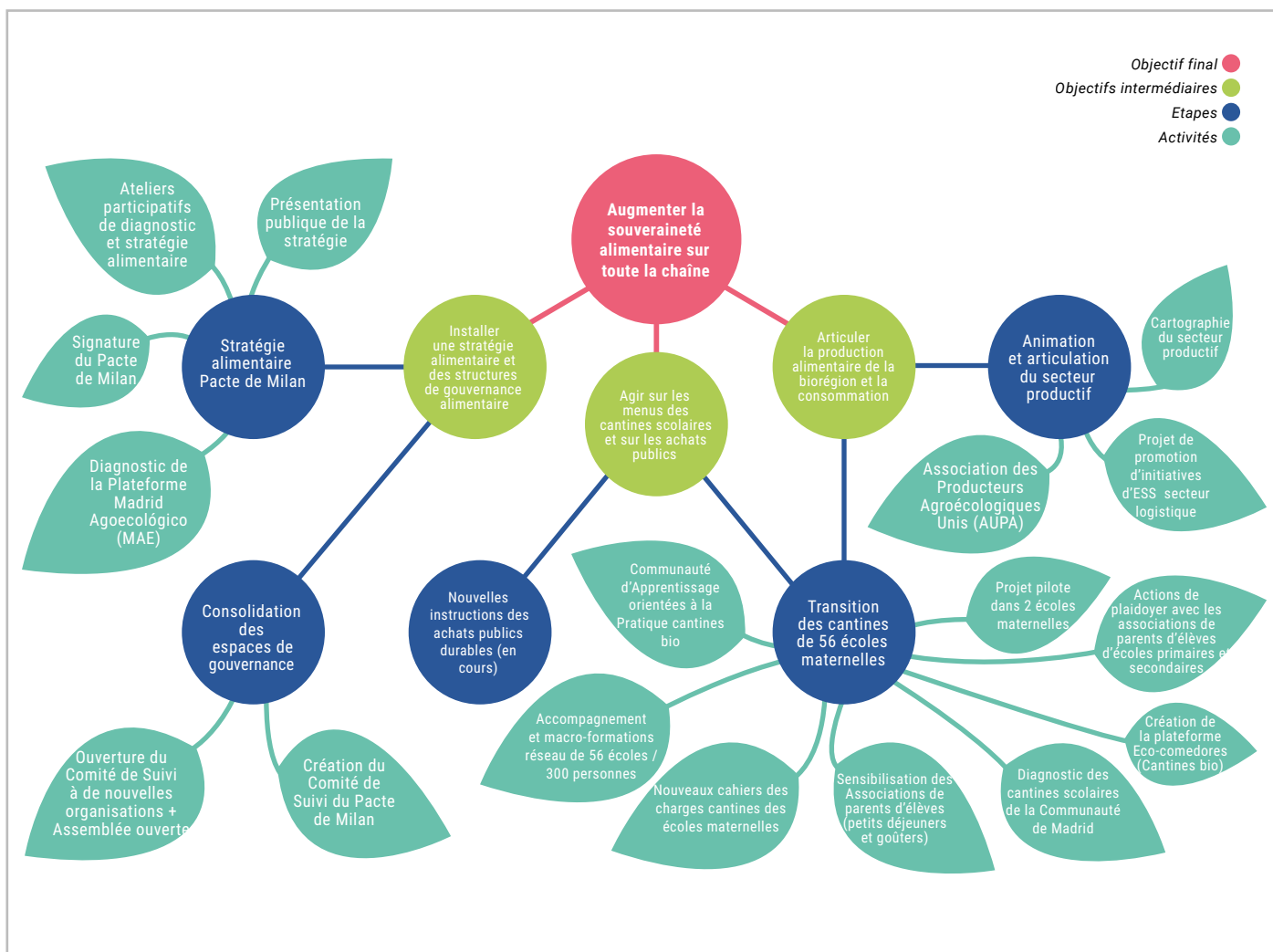
des droits sociaux et de l'emploi travaille directement avec les cantines des écoles maternelles. VSF – Justice Alimentaire, la coopérative Germinando, l'association Surcos Urbanos et la coopérative Garúa sont les entités sociales qui soutiennent la coordination des différents axes du projet.

Madrid, Espagne

Bien que le secteur primaire n'ait pas beaucoup de poids sur l'économie régionale et ne représente que 0,26 % de la population active, un quart de la surface régionale est destiné à l'agriculture et dispose d'une diversité de productions : culture pluviale, plaines fertiles à irrigation, olivier et vignes, avec un énorme potentiel d'approvisionnement de proximité et avec un secteur de production et de transformation bio qui a augmenté énormément pendant la dernière décennie.



Les actions de plaidoyer politique de la société civile conduisent d'une part à l'organisation d'ateliers participatifs visant à définir une stratégie et une vision commune, d'autre part à la mise en place d'une politique de promotion d'une alimentation saine et durable dans le secteur de la restauration collective : de nouvelles clauses sont intégrées au cahier des charges des achats publics, pour privilégier l'approvisionnement en produits bio et locaux dans les cantines des écoles maternelles et dans les activités de formation et d'accompagnement scolaire. La mairie envisage d'étendre cette action à toutes les activités municipales qui touchent à l'alimentation.



La ville de Madrid dispose d'une stratégie alimentaire et de structures de gouvernance. Comme point de départ, des ateliers sont organisés avec les différents agents du système alimentaire qui permettent la définition d'une stratégie avec des lignes prioritaires d'action établies avec les agents sociaux. Un Comité de suivi est créé- avec les différents services municipaux et les organisations sociales porteuses de projets afin de construire une vision commune et de faciliter l'articulation entre les actions et l'impulsion de nouveaux projets.

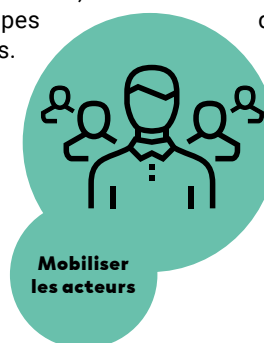
Transformation des cantines et des achats publics. En parallèle aux actions de plaidoyer des organisations sociales, une politique de promotion de l'alimentation saine et durable dans la restauration collective est mise en marche. Tout cela se traduit par l'intégration de nouveaux critères dans les cahiers des charges des cantines des écoles maternelles et par des activités de formation et d'accompagnement de la communauté scolaire. Suite à cette action, la mairie prévoit de travailler dans l'élaboration d'instructions de marchés publics durables extensibles à toutes les activités municipales incluant l'alimentation.

Faciliter l'articulation entre la production alimentaire de la biorégion et la consommation. Pour pouvoir rendre possible l'introduction d'aliments bio et de proximité, un travail est réalisé sur l'offre productive, comprenant un diagnostic régional et un travail d'animation pour connecter cette offre à la nouvelle demande des cantines scolaires maternelles. Dans ce processus, les ressources sont optimisées et une articulation est réalisée avec un autre programme d'impulsion de l'économie sociale et solidaire, le projet MARES, qui accélère le processus d'articulation entre les producteurs.

Le Groupe moteur et la conception du projet

Un élément propice du projet est le Groupe moteur. L'expérience professionnelle des organisations sociales qui le composent dans des domaines sectoriels complémentaires, leur ancrage dans le territoire ainsi que leur rôle dans la mobilisation sociale et le plaidoyer politique leur confèrent une légitimité auprès de l'administration. En 2015, lors de la création de la Plateforme Madrid Agroécologique, des propositions en lien avec le Pacte de Milan sont présentées auprès de représentants politiques lors d'ateliers de diagnostic

participatif entre les différents collectifs, associations, producteurs, groupes de consommateurs et chercheurs. A travers la technicienne du service de coordination territoriale, l'administration municipale commence à dialoguer avec ces organisations et forme avec elles un Groupe moteur. Elles élaborent ainsi un projet conjoint autour de trois axes, tout en mobilisant les compétences de ces organisations. Cette configuration et l'habitude



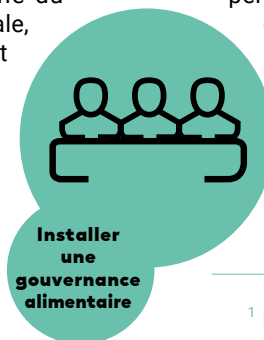
de travailler ensemble produit une dynamique de coordination fluide, en dehors des mécanismes officiels : réunions informelles et dialogue avec des organisations proches de leurs réseaux et avec certains services municipaux.

Le Comité de suivi du Pacte de Milan : un espace de travail et de coordination opérationnel

Suite à la signature du Pacte de Milan, le Comité de suivi est créé : un espace de coordination pour favoriser une dynamique de travail entre le personnel technique municipal et les organisations sociales. Il compte sur la participation de plusieurs services municipaux, la FAO-Espagne, la Plateforme Madrid Agroécologique et la FRAVM¹. Le processus participatif d'avril-juin 2017 apporte une vision d'ensemble par rapport aux actions menées et aux domaines de coordination : deux sessions d'évaluation technique sont réalisées à partir des propositions issues des

ateliers participatifs. Tant le rôle de la technicienne du service de coordination territoriale, qui veille à ce que le travail soit effectivement réalisé dans la direction établie et cherche le soutien politique des services municipaux, ainsi que celui de la secrétaire du Comité, qui anime les réunions et prend note des conclusions, s'avèrent essentiels. Le Comité analyse les différents modèles de gouvernance et envisage son

ouverture à de nouvelles entités sans perdre le caractère opérationnel du travail avec le personnel technique. Elle décide finalement de s'ouvrir avec des critères de sélection et une limitation de places et de créer une assemblée annuelle avec présence dans les districts.



Installer
une
gouvernance
alimentaire

¹ Fédération régionale d'associations d'habitants de Madrid

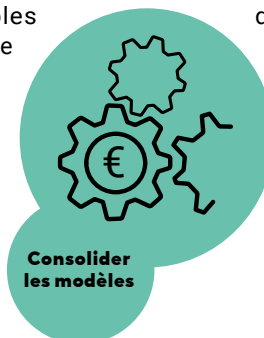
Des progrès dans l'intégration de critères d'alimentation saine et durable dans la restauration collective

Dans ce projet, l'étude sur la situation des cantines scolaires de la Communauté de Madrid et les actions préalables de plaidoyer sont décisives : des entités membres de la Commission Eco-comedores² développent des activités de sensibilisation adressées aux associations de parents d'élèves et des projets tests de transformation dans deux écoles maternelles. En 2016, le passage d'une gestion régionale à une gestion municipale des écoles maternelles permet de travailler sur la transition des cantines de 56 centres, tout en comptant sur des organisations expertes qui mettent en place des réponses réalistes

elles introduisent les changements progressivement, avec des clauses obligatoires associées à la dimension saine de l'alimentation et à des critères optionnels évaluables avec l'intégration chaque année d'un plus grand nombre de groupes d'aliments dans des canaux courts et bio. Les cahiers des charges sont conçus sur 4 ans, avec une éventuelle prorogation de 2 ans. Ils sont accompagnés de formations à la communauté éducative pour leur application. Par

ailleurs, des mécanismes de suivi et de fiscalisation sont proposés, ainsi que des formations pour pouvoir réaliser un contrôle effectif de l'application des cahiers.

Les cahiers des charges sont conçus sur 4 ans, avec une éventuelle prorogation de 2 ans, pour assurer la continuité



Consolider
les modèles

² Groupe de travail au sein de la Plateforme Madrid Agroécologique

Le défi est d'articuler et d'organiser la production et d'avoir une incidence sur l'administration régionale

Le projet vise à articuler le système agroalimentaire régional. La collaboration avec l'administration régionale compétente en matière d'agriculture et de développement rural ne s'est pas encore matérialisée, étant donné qu'elle est éloignée politiquement du gouvernement municipal et de ses actions. La recherche d'appuis et de collaborations, dans les organismes de recherche au niveau régional et national, dans d'autres communes de la Communauté de Madrid signataires du Pacte de Milan, et avec l'appui de l'association de producteurs agroécologiques, permet d'effectuer le diagnostic

de la production. De la même façon, le manque d'intérêt de la part de l'administration régionale limite le champ d'action aux Écoles Maternelles. Des actions de plaidoyer continuent d'être développées depuis la Plateforme Eco-comedores, pour une loi d'achat public durable dans les établissements scolaires relevant de l'administration régionale et un travail est réalisé avec les associations de parents d'élèves pour qu'elles agissent au niveau de leurs établissements.

Recherche de soutiens et collaborations au sein d'organismes régionaux de recherche

Jordi Menéndez

Coordinateur national de VSF-Justice Alimentaire

jordi.menendez@vsf.org.es

madrid@justiciaalimentaria.org

934 237 031 (Siège Barcelone)